



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Commune de PLOUDANIEL

**MARCHE DE TRAVAUX
PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE
RELATIF A LA CONSTRUCTION
D'UNE MAISON MEDICALE ET SOCIALE**

Date et heure limites de réception des offres

MARDI 5 DECEMBRE 2017 à 12H00

**PROCEDURE ADAPTEE OUVERTE EN UNE SEULE PHASE
AVEC POSSIBILITE DE NEGOCIATION**

**EN APPLICATION DES ARTICLES 27 ET 59-III 2^{ème} alinéa
DU DECRET N°2016-360 DU 25 MARS 2016 RELATIF AUX MARCHES PUBLICS**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

OPERATION :

**CONSTRUCTION D'UNE MAISON MEDICALE ET SOCIALE
Place Alain Poher A PLOUDANIEL**

**Date limite de réception des offres :
Le 5 DECEMBRE 2017, A 12H00.**

Maître d'Ouvrage

(Pouvoir Adjudicateur) :

**COMMUNE DE PLOUDANIEL
Mairie-Coatdaniel
29260 PLOUDANIEL
☎ 02.98.83.61.57
E-mail : mairie.ploudaniel@wanadoo.fr**

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

**S.A. d'H.L.M. d'ARMORIQUE
ARMORIQUE HABITAT
Mme Angélique NICOLAS
Parc d'Innovation de Mescoat
29419 LANDERNEAU CEDEX
☎ 02.98.85.04.40
E-mail : angelique.nicolas@armorique-habitat.fr**

Maîtrise d'Oeuvre :

**ATELIER du PICHERY
Cabinet d'Architecte
Monsieur Yves LE COZ
25, rue du Pichery
29000 QUIMPER
☎ 02 98 95 80 56
E-mail : accueil@atelierpichery.bzh**

Coordination Sécurité-Santé :

**VERITAS
OUEST CTC
CS 62827
29228 BREST CEDEX 2
☎ 02.98.47.90.64
E-mail : gregory.allanic@fr.bureauveritas.com**

Contrôle Technique :

**SOCOTEC
Zac de Kergaradec III
180 rue de Kérervern – CS 70324
29806 BREST
☎ 02.98.41.44.94
E-mail : construction.brest@socotec.com**

Chargé de mission clause d'insertion sociale :

**MEFP
Maison de l'emploi et de la formation
professionnelle du Pays de BREST
Mme Christelle AMBERLIN
1 rue Louis Pidoux
29 200 BREST
☎ 02.98.42.78.78
E-mail :c.amberlin@pliemefp.bzh**

SOMMAIRE

SOMMAIRE	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1 Objet du marché	6
1.2 Décomposition en tranches	6
1.3 Représentation des parties	6
1.4 Intervenants	7
1.5 Forme des notifications et informations au titulaire	7
1.6 Ordre de service	7
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
2.1 Contenu et nature des prix.....	9
2.2 Augmentation du montant des travaux.....	10
ARTICLE 3 - VARIATION DES PRIX.....	10
3.1 Forme du prix.....	10
ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ - DELAI D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD	11
5.1 Durée du marché	11
5.2 Prolongation des délais d'exécution.....	11
5.3 Reconduction.....	12
5.4 Pénalités de retard	12
5.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	13
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
6.1 Provenance des matériaux et produit	13
6.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt	13
6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	13
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS.....	14
7.1 Piquetage général	14
7.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	14
ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	17
8.0 Coordination des travaux – gestion des dépenses communes.....	17
8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	19
8.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	19
8.3 Lutte contre le travail dissimulé.....	20
8.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers.....	20
8.5 Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	21
8.6 Dispositions en matière d'insertion.....	21
8.7 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	22
ARTICLE 9 – AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT	22
ARTICLE 10 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT	24

10.1 Demandes de paiement.....	24
10.2 Délais de paiement	25
10.3 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	25
10.4 Intérêts moratoires	25
10.5 Mode de règlement.....	26
ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE.....	26
ARTICLE 12 - RECEPTION - DELAI DE GARANTIE - ADMISSION	26
12.1 Réception	26
12.2 Délais de garantie	27
ARTICLE 13- DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION : DELAIS, RETENUES ET MODALITES DE PRESENTATION	27
13.1 Documents à fournir après exécution.....	27
13.2 Retenues pour remise des documents fournis après exécution	28
ARTICLE 14 - ASSURANCES	28
14.1. Assurance de responsabilités.....	28
14.2 Assurance des travaux.....	29
14.3 Dispositions diverses	29
14.4 Contrôle technique.....	30
ARTICLE 15 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES	30
15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	30
15.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	31
15.3 Mesures coercitives	31
ARTICLE 16 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	31
ARTICLE 17 – CLAUSES DE REEXAMEN.....	32
17.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	32
17.2 Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution	33
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG.....	33
ANNEXE 1 - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES APPLICABLES AUX MARCHES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU FINISTERE.....	35

Le présent CCAP se réfère expressément au cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics

Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1^{er} octobre 2009).

Le présent CCAP se réfère expressément au cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics

Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1^{er} octobre 2009).

Le présent CCAP se réfère expressément au cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1^{er} octobre 2009).

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution des travaux de construction de l'opération ci-après :

Construction d'une maison Médicale et Sociale à PLOUDANIEL

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Emplacement : Place Alain Poher sur la commune de PLOUDANIEL (29260).

☒ Les travaux sont répartis en 11 lots, traités par marchés séparés, à savoir :

- LOT N° 1 – GROS-ŒUVRE
- LOT N° 2 – CHARPENTE – MURS OSSATURE BOIS
- LOT N° 3 – COUVERTURE
- LOT N° 4 – MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
- LOT N° 5 – MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- LOT N° 6 – CLOISONNEMENT
- LOT N° 7 – REVÊTEMENTS DE SOLS ET MURS
- LOT N° 8 – PEINTURES INTERIEURES
- LOT N° 9 – FAUX-PLAFONDS
- LOT N° 10 – ELECTRICITE
- LOT N° 11 – PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION

Le présent marché se rapporte au lot n° :

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement (ATTRI 1) du domicile élu par le titulaire, les notifications se rapportant au marché seront valablement portées à la Mairie de PLOUDANIEL, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au Maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Décomposition en tranches

☒ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.3 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Il est précisé qu'en application de la convention de mandat qui lie le mandataire au maître d'ouvrage :

☒ En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la Collectivité mandante. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

1.4 Intervenants

a) - Le maître d'œuvre est identifié en page 2 du présent CCAP.

Il est titulaire d'une mission.

- **Mission de base** (au sens de l'article 15 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, pris en application de l'article 7 de loi n°85-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, et l'arrêté du 21 décembre 1993) : incluant l'examen de la conformité au projet des études d'exécution ainsi que leur visa lorsqu'elles ont été faites par l'entrepreneur .
- **Éléments de mission complémentaire :**
 - Ordonnancement Pilotage Chantier (OPC).

b) - Le contrôle technique est confié à SOCOTEC à BREST

Mission composée comme suit :

LP + SEI + HAND + TH + PV + Pha + Brd + Attestation d'accessibilité des handicapés + Attestation RT2012.

c) - La mission d'économiste de la construction est confiée à ATELIER DU PICHERY - Architectes

d) - La mission de coordonnateur, en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée à BUREAU VERITAS à BREST

Pour la phase étude :. Grégory ALLANIC

Pour la phase travaux : Grégory ALLANIC

e) - La mission d'ordonnancement, de coordination, et de pilotage est confiée à ATELIER DU PICHERY- Architectes

1.5 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

☒ Remise contre récépissé daté

☒ Lettre recommandée avec accusé de réception postal

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

1.6 Ordre de service

☒ **Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG**, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre puis soumis au visa du maître de l'ouvrage avant toute notification au titulaire par celui-ci. Seuls les ordres de service notifiés par le maître de l'ouvrage lui seront opposables.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG travaux, doivent, pour être

opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1 – Le règlement de consultation

2 - L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes (DC4/ Action d'insertion professionnelle obligatoire), à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;

3 – Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

4 – Les Plans PRO DCE descriptifs des ouvrages / documents graphiques joints au dossier de consultation (plans architectes / plans techniques)

5- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS)

- Etabli par BUREAU VERITAS en date du 17 octobre 2017

6 – Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1^{er} octobre 2009).

7 – Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP) et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP dans l'ordre défini à l'article 3 de l'arrêté du 28 août 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés.

8 – Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

9 – Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- **Le devis estimatif.**

10 – Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- **DPGF (Décomposition du Prix global et Forfaitaire) pour chaque lot et devis**

11 – Le calendrier d'exécution des travaux Etabli par Atelier du Pichery - Architectes en date du 23/10/2017 et les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- **Planning d'exécution des travaux**

- **mémoire technique et méthodologique**

12 – Le Rapport Initial du Contrôleur Technique

- Etabli par SOCOTEC en date du 16/10/2017

13 – L'étude géotechnique d'avant-projet

14 – Le Rapport de repérage de l'amiante avant travaux

15 – Les formulaires d'attestation de la réglementation thermique

16 - Le Mémoire technique du candidat

17 - Tout autre document faisant partie du « DCE » et détaillé dans le document « Liste des pièces – Dossier DCE ».

2.1 Contenu et nature des prix

2.1.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont **hors T.V.A.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître de l'ouvrage dans le dossier de consultation.

Le prix devra par ailleurs tenir compte des sujétions suivantes :

- Prescriptions communes et particulières définies dans le PGC SPS,
- Gestion des déchets de chantiers.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG.

Dans le cadre d'un marché alloti, l'article 10.0.3 ci-dessous répartit ces dépenses communes entre les différents lots.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

2.1.2 Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés suivant la nature du marché :

- par des prix forfaitaires dont le libellé est détaillé à l'état des prix forfaitaires,
- par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires,

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, l'entrepreneur fournira dans les 20 jours à compter de la date de la demande du maître d'œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires ou une décomposition de chacun des prix de l'état des prix forfaitaires désignés par le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 10.3.4 du CCAG travaux.

2.2 Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 3 - VARIATION DES PRIX

3.1 Forme du prix

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de Décembre **2017** (mois mo).

☒ **Le présent marché est passé à prix global, forfaitaire, ferme et non révisable.**

En application de l'article 18. IV-1°) et 2°) du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des travaux et l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des travaux.

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à celles du décret du 25 mars 2016, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le formulaire DC4 annexé au règlement de consultation, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce formulaire. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

Dans le cas de sous-traitance, l'entrepreneur indique au maître d'ouvrage la nature et le montant des prestations qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants; le montant des prestations sous-traitées indiqué constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe à son acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants. Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ - DELAI D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD

5.1 Durée du marché

Cas d'un marché alloti :

La durée d'exécution globale de l'ensemble des marchés est de : 14 mois

☒ à compter de la date fixée par l'OS précisant la date de démarrage de la période de préparation.

La durée d'exécution des marchés comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotis, 15 jours d'intempéries prévisibles, les congés, l'amenée, le repli des installations et les opérations préalables à la réception.

La durée de la période de préparation est fixée à l'article 8.1 du présent marché.

Le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est fixé, au sein du délai global d'exécution, dans le calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP, qui précise les dates d'intervention relatives à chacun des lots. Le maître de l'ouvrage délivrera pour chaque marché, un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Conformément à l'article 19.1.4 du CCAG travaux, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire du présent marché est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG et à l'article 8.0 du présent marché.

5.2 Prolongation des délais d'exécution

- En vue de l'application éventuelle du **premier alinéa de l'article 19.2.3** du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 (dix) jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du **troisième alinéa de l'article 19.2.3** du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou document de référence
Pluie	10 mm	Pendant 24 heures ouvrables	Station Météo de GUIPAVAS
Vent	50 km/h en continu 100 km/h en pointe	Pendant 8 heures ouvrables en vitesse de pointe	
Température	+40°C ou -20°C	Pendant 5 jours	
Neige	50 cm	Persistant pendant 3 jours	

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'oeuvre.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG.

5.3 Reconduction

☒ Il n'est pas prévu de reconduction

5.4 Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 20 du C.C.A.G. sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

5.4.1 Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

Travaux et prestations concernés	Pénalité journalière	
	Pour chacun des 5 (cinq) premiers jours de retard	Pour chaque jour de retard ultérieur
Ensemble des lots	200 € + 1/2000 ^{ème} du montant total en € TTC du marché	400 € + 1/2000 ^{ème} du montant total en € TTC du marché

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

5.4.2 En complément de l'article 20 du CCAG, **en cas d'absence aux réunions de chantier**, le maître d'ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité par absence constatée de : **150 € (cent cinquante) euros**

5.4.3 En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 14.1 ci-dessous, le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à **100 € (Cent)Euros** par jour de retard.

5.4.4 Dispositions diverses

- En cas de non-respect des dispositions relatives à la sécurité, l'entrepreneur pourra se voir appliquer, après la première relance effectuée par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, l'OPC ou le coordonnateur SPS une pénalité de **150 € (cent-quinquante) euros**.
- En cas de non-respect des dispositions relatives à la sécurisation du chantier (bonne fermeture des portes et barrières de protections) et / ou à son nettoyage, l'entrepreneur pourra se voir appliquer, après la première relance effectuée par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage, l'OPC ou le coordonnateur SPS une pénalité de **150 € (cent cinquante euros)**.
- En cas de non-respect des stipulations relatives au tri des déchets du chantier, l'entreprise en infraction encourt, par simple constatation du maître d'œuvre et sans mise en demeure préalable **et par dérogation à l'article 49-1 du CCAG**, une pénalité fixée à **90 € (quatre vingt-dix) euros** par jour d'infraction.
- En cas de retard dans la fourniture de plans d'exécution, de documentation technique ou procès-verbaux ou avis techniques, d'échantillons, de nuanciers ou de catalogues de choix, des bordereaux de suivi des déchets (SOGED...), à toute de phase du chantier (préparation et/ou réalisation et/ou réception), une pénalité de **150 € (cent-quinquante) euros** par jour ouvré de retard sera appliquée à l'entreprise à compter du 2ème rappel par le Maître d'œuvre ou du contrôleur technique ou du représentant du Maître d'ouvrage.

- En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, et pour un manquement imputable à l'entreprise, le titulaire du marché pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant au nombre d'heures d'insertion prévu par le marché et non réalisé multiplié par un montant de 50 € HT. Le titulaire du marché sera exonéré de pénalités relatives aux heures d'insertion non effectuées si le montant de ces dernières ne dépasse pas **150 € H.T.**

5.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier :

☒ sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice d'une pénalité de : **1000 € (mille) euros** par jour de retard.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

6.1 Provenance des matériaux et produit

Le C.C.T.P. ou descriptif technique fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

6.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt

☒ Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que :

- Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.
- ☒ Le CCTP ne déroge pas aux dispositions du CCAG.
- Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par :
 - ☐ Le maître d'œuvre
 - ☒ Un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

6.3.2 Le C.C.T.P. ou descriptif technique précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

- Les vérifications, surveillance sont réalisées par :

☐ Le maître d'œuvre

☒ Un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

6.3.3 Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

7.1 Piquetage général

☒ Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les travaux de piquetage sont payés par le maître d'ouvrage sur la base du prix figurant au bordereau de prix unitaires joint en annexe de l'acte d'engagement.

7.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

7.2.1 Obligations générales du titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement. Ces dispositions s'appliquent, lorsqu'elles leurs sont contraires, **par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG travaux.**

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Pour l'application de ces dispositions le responsable du projet est identifié à l'acte de d'engagement.

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux**, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du **guichet unique** afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une **déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)** conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site « www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr », ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

7.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

☒ Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le titulaire a reçu du responsable de projet toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le titulaire sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu'au 9.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état.

7.2.3 Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages :

- Il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai
- Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier
 - o En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux.
 - o Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies
- Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :
 - o Les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité
 - o Les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet
 - o L'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires)
 - o Les conséquences sur les délais
 - o L'arrêt ou la reprise des travaux
 - o Les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.
- Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires
 - o Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le maître de l'ouvrage conformément au bordereau de prix annexé le cas échéant à l'acte d'engagement ou dans le cadre d'un avenant.
- Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :
 - la mise en œuvre des précautions particulières,
 - la mise en œuvre des techniques particulières
 - les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux
 - les conséquences des dépassements de délais

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

7.2.4 Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité

Ainsi qu'il est dit à l'article 7.2.1 ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débiter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 7 jours de la DICT (9 jours en cas de DICT non dématérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le maître d'ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

7.2.5 Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains

Le responsable du projet, après avoir procédé à la déclaration de projet de travaux (DT), n'a pas procédé, en application des dispositions de l'article R 554-23 III du Code de l'Environnement, aux investigations complémentaires relatives à l'incertitude de localisation des réseaux souterrains rangés dans la classe de précision B.

Dans les zones d'incertitude, l'exécutant des travaux devra appliquer les précautions techniques particulières adaptées nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d'ouvrages dont l'incertitude de localisation est trop élevée mais inférieure à 1,5 mètre, définies par le CCTP et à défaut par le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux visé par l'article R.554-29 du Code de l'Environnement.

La rémunération des travaux sera différenciée entre les zones d'incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés par une norme obligatoire reconnue par l'État, la Norme AFNOR NF S 70.003-1.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, sans préjudice de l'indemnisation éventuelle de l'exécutant des travaux en application de l'article 7.2.3 ci-dessus, elle emportera résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

7.2.6 Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité
- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité ;

- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le maître d'œuvre s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un Constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le maître d'œuvre, s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 49 du CCAG Travaux.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le maître d'ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier
- les conséquences des dépassements de délais

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter les engins de travaux
- alerter immédiatement les services de secours et l'exploitant concerné
- aménager une zone de sécurité
- accueillir les secours et se mettre à la disposition du commandant des opérations de secours

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

ARTICLE 8 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.0 Coordination des travaux – gestion des dépenses communes

Le présent marché étant alloti, chaque marché comportera le présent C.C.A.P. et un acte d'engagement particulier auquel sera annexé le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux lorsque ce calendrier sera nécessaire pour assurer l'exécution coordonnée des travaux.

8.0.1 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article 5.1.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

8.0.2 Coordination des travaux

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par:

☒ le maître d'œuvre – ATELIER du PICHÉRY - Architectes

8.0.3 Répartition des dépenses communes et Compte prorata

Répartition

Les dépenses communes sont détaillées et affectées dans le Plan Général de Coordination, pièce du présent marché, auquel chaque titulaire a l'obligation de se référer. Elles sont soit individualisées soit mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires.

La répartition des dépenses communes est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation. Cette répartition est déterminée au Plan Général de Coordination.

Les dépenses d'investissement sont rémunérées par le prix du marché conclu avec le ou les titulaires désignés au Plan Général de Coordination pour la gestion de ces dépenses.

Les dépenses d'entretien sont rémunérées par le prix du lot désigné au Plan Général de Coordination pour la gestion de ces dépenses.

En règle générale, le lot gros-œuvre assure les charges temporaires de voirie, les clôtures, les panneaux de chantier, les bureaux, les installations sanitaires communs des locaux destinés au personnel, les branchements provisoires d'eau, d'électricité, d'égoûts. Ce même lot met en place les protections collectives (si celles-ci sont déposées par un autre corps d'état, il appartient à ce dernier de les remettre en place). Le lot électricité assure l'installation électrique provisoire dans le bâtiment et l'éclairage des circulations. Le maintien en fonctionnement des installations indiquées est effectué par l'entreprise qui les a réalisées.

Les dépenses de consommation font l'objet d'une répartition forfaitaire rémunérée par le compte prorata visé au paragraphe ci-dessous. Il s'agit notamment des dépenses suivantes :

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
- Frais de gardiennage
- Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier ;
- Chauffage des locaux du chantier et, s'il y a lieu, de l'ouvrage, objet du ou des marchés de travaux, y compris combustibles et/ou énergie nécessaire pour les essais ;
- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés et détournés, dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé ;
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les CCTP et le présent marché et qui ne sont pas affectées et individualisées comme indiqué au **Plan Général de Coordination (PGC)**, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions déterminées au Plan Général

de Coordination (PGC), sans que le maître de l'ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différends entre les entreprises.

Le Plan Général de Coordination détermine le titulaire désigné pour la gestion de ce compte prorata. Le gestionnaire du compte prorata procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnellement aux montants du décompte final du marché de chaque intervenant, sauf accord spécifique entre eux.

Le gestionnaire du compte prorata devra présenter le Quitus de chacune des entreprises au Maître d'œuvre en fin de chantier pour l'établissement des décomptes définitifs.

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

☒ **Il est fixé une période de préparation d'un mois** par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux.. Sauf à ce que la notification valant ordre de démarrage des prestations, un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28-2 du CCAG à la diligence respective du maître d'œuvre et de l'entrepreneur et de l'OPC s'il est différent du maître d'œuvre lorsque les travaux sont allotés.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du C.C.A.G comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

☐ Le titulaire est tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier conformément aux dispositions de l'article 28.2.1 du CCAG.

Pour cela, il devra respecter le cadre de plan d'assurance qualité annexé au CCTP ou descriptif technique.

☒ Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux. **Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG travaux**, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

Lorsque les travaux sont allotés, l'OPC élabore le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les titulaires des différents lots conformément aux dispositions de l'article 28.2.3 du CCAG travaux et de l'article 8.0 ci-dessus.

A l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

8.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Il est précisé que les études d'exécution et de synthèse seront entièrement réalisées par les entreprises titulaires du présent marché pour chacun des lots concernés.

Ces documents seront soumis au visa du maître d'œuvre et au visa du contrôle technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG.

Ces documents seront fournis en **trois exemplaires** dont un sur support en permettant la reproduction.

Ils seront remis également sur support informatique (CD, DVD, autres) dans les conditions suivantes :

- Format des fichiers : DWG et PDF
- Transmission par courrier ou dépôt contre récépissé au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage et au mandataire

Ces documents pourront être remis sous forme électronique dans les conditions suivantes :

- Format des fichiers : DWG et PDF

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

8.3 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

8.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

8.4.1 Emplacement des installations de chantier

Le CCTP ou descriptif technique définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

8.4.2 Le bureau du chantier

L'entrepreneur mentionné au CCTP : Titulaire du LOT 1 GROS OEUVRE

☒ aura la charge d'installer,

☐ n'aura pas la charge d'installer,

- une salle de réunion avec table, chaises et téléphone pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

- des vestiaires et sanitaires (mixtes) nécessaires à toutes les entreprises pour la durée du chantier.

8.4.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

☒ Aucun emplacement ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur. Celui-ci devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

8.4.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les parties s'engagent au respect des règles concernant la sécurité et la santé des travailleurs conformément aux articles L 4211-1 et, L 4531-1 à 3 et L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

A ce titre il est précisé :

☒ Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

- ☐ Le chantier n'est pas soumis à un PGCSPS.
- ☒ Le chantier est soumis à un plan particulier de sécurité et de protection de la santé
- ☒ Le chantier est soumis à un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSSPS)
- ☐ Le chantier n'est pas soumis à un PPSPS.

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à 76 du code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

8.4.5 Registre de chantier

Il sera tenu par le maître d'œuvre un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG travaux.

Le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement, signera les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier.

☒ **Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux**, il ne sera pas tenu de registre de chantier.

8.5 Dispositions en matière de protection de l'environnement

8.5.1 Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de **8 (huit) jours**, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des dispositions suivantes :

- Suivi des dispositions relatives au PGC SPS
- Suivi des dispositions relatives à l'insertion professionnelle
- Suivi des dispositions relatives au tri et au suivi des déchets (attestations, bordereaux de prise en charge...)

8.5.2 Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP ou descriptif technique définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Chaque entreprise devra fournir les attestations des volumes et des matériaux générés par le chantier et à déposer en déchetterie avec bordereaux de prise en charge. Cette mesure doit permettre au maître de l'ouvrage de s'assurer de la traçabilité du traitement des déchets et matériaux issus du chantier.

8.5.3 Gestion de la qualité environnementale du chantier

L'entreprise en charge du lot Gros œuvre désignera nominativement un Responsable Environnement Chantier conformément à la Charte Chantier à Faibles Nuisances (article 6) : cette désignation devra intervenir au plus tard à l'expiration de la période de préparation, ou si une telle période n'a pas lieu, dans les quinze jours suivant la notification du démarrage des travaux.

8.6 Dispositions en matière d'insertion

Un dispositif d'insertion est mis en place pour ce marché en application du décret publié le 27 mars 2016 à compter du 1^{er} avril 2016, et de l'art 38-1 de l'ordonnance du 23 juillet 2016, dans les conditions ci-après précisées

Les modalités d'application des clauses d'insertion sont rappelées dans le Cahier des Clauses Particulières applicables aux marchés du Conseil départemental du Finistère, annexé au présent CCAP (**ANNEXE I**)

N° du lot	Désignation du lot	Commentaire	Nbre d'heures
1	GROS-OEUVRE	insertion obligatoire	70 h
2	CHARPENTE – MURS OSSATURE BOIS	Dérogation	-
3	COUVERTURE	Dérogation	-
4	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	insertion obligatoire	35 h
5	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	Dérogation	-
6	CLOISONNEMENT	insertion obligatoire	35 h
7	REVETEMENTS DE SOLS ET MURS	Dérogation	-
8	PEINTURES INTERIEURES	Dérogation	-
9	FAUX PLAFONDS	Dérogation	-
10	ELECTRICITE	Dérogation	-
11	PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION	insertion obligatoire	35 h

8.7 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 9 – AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT

Cas d'un marché passé par une personne publique

Une avance est accordée à l'entrepreneur titulaire, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché, dans l'acte d'engagement, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Dans le cas d'un marché à tranches, chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article 110 du décret du 25 mars 2016.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct

Le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché public ou de la tranche affermée si leur durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois ;

Conditions de garanties pour le versement de l'avance :

☐ Il n'est pas exigé de garantie en contrepartie de l'avance

☒ Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le maître d'ouvrage

accepte : ☐

n'accepte pas : ☒

qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Bénéficiaires de l'avance :

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Modalités de règlement de l'avance :

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie.

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé à l'article 10.2 du présent document.

La remise de la garantie à première demande ou de la caution doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché ou de la tranche la possibilité d'obtenir cette avance.

Modalités de résorption de l'avance :

La résorption de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant initial du marché, s'effectuera selon les modalités suivantes :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 65)/15.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 13 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

10.1 Demandes de paiement

10.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage (au plus tard lors du règlement de l'acompte / ou dans un délai de 30 (trente) jours si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

10.1.2 Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 13.3.2 du CCAG
- date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 13 ci-dessous,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 13 ci-dessous,

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG travaux marchés publics s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, **par dérogation aux articles 13.3 et 42 du CCAG**, il sera appliqué les dispositions suivantes : L'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie. (Engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux :

- Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 13.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d'une réception avec réserves :

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves

- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché

10.2 Délais de paiement

Le délai maximum de paiement des avances sous réserve du respect des dispositions de l'article 9 ci-dessus, est de 30 (trente) jours, à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- notification du marché,
- notification de l'acte qui emporte commencement du délai d'exécution du marché, si un tel acte est prévu,
- date de fourniture de la garantie le cas échéant.

Dans le cas d'un échelonnement du versement des avances fixé à l'article 9 ci-dessus, le règlement de l'avance interviendra sous réserve, le cas échéant, de la production de la garantie relative à la partie d'avance concernée par l'échéance:

☒ **dans le délai de 30 (trente) jours à compter des échéances fixées,**

☐ à l'échéance fixée,

Le délai de règlement des acomptes est de **30 (trente) jours**, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre.

Le délai maximum de paiement du solde est de **30 (trente) jours**, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

10.3 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée ci-dessous. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information par le maître d'ouvrage, dans les conditions prévues par l'article 136 du décret du 25 mars 2016, de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975.

En complément de l'article 13.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées à l'article 136 du décret. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

10.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

10.5 Mode de règlement



Cas d'un titulaire unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par :

☐ chèque bancaire établi au nom du titulaire

☒ virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE

Cas d'un marché passé par une personne publique

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Le maître d'ouvrage accepte : ☐

n'accepte pas : ☒

qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

ARTICLE 12 - RECEPTION - DELAI DE GARANTIE - ADMISSION

12.1 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

- En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G Travaux.

Les parties d'ouvrages désignés ci-après feront l'objet de réceptions partielles : Sans objet

- En cas de réalisation d'espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 14.2 ci-dessous.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une

réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

Dans le cas de marchés par lots séparés, la date de réception sera unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage, sauf identification d'une partie d'ouvrage constitutive d'un lot qui ferait l'objet d'une réception partielle comme indiqué ci-dessus. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

12.2 Délais de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G. ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Garantie particulière des espaces verts

En matière d'espaces verts :

- les sujets végétaux et gazons feront l'objet de travaux de parachèvement jusqu'à leur réception. Cette réception sera constatée au plus tôt pour les gazons à la deuxième tonte suivant l'ensemencement et pour les végétaux au plus tard le 15 octobre suivant la période de plantation. La réception est prononcée à l'issue de ces travaux lorsque les exigences de réussite fixées au fascicule 35 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux sont atteintes (C.C.T.G. relatif aux travaux neufs et d'entretien des aménagements paysagers, des aires de sport et de loisirs de plein air). Cette date constitue le début du délai de garantie de parfait achèvement du marché ou du lot concerné.
- le délai de garantie est de un an à compter des dates de réception correspondantes (gazons et plantations). Durant cette période l'entrepreneur réalise les travaux de confortement nécessaires au bon développement des plantations et ensemencements figurant au marché. Le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

ARTICLE 13- DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION : DELAIS, RETENUES ET MODALITES DE PRESENTATION

13.1 Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, ou au maître de l'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre, dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- les constats d'évacuation des déchets

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre. Transmission par courrier ou dépôt contre récépissé.

Ces documents seront fournis par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux en trois (3) exemplaires, 2 exemplaires papier et 1 exemplaire CD.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO pourra être transmis si nécessaire

au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (si ce dernier en fait la demande).

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG sauf les stipulations ci-dessous :

- Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis sur support :
 - Papier en 2 exemplaires
 - Informatique (CD, DVD, autres) - Format des fichiers : DWG – PDF – Word – Excel en 1 exemplaire
- Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis sur support :
 - Papier en 2 exemplaires
 - Informatique (CD, DVD, autres) - Format des fichiers : DWG – PDF – Word – Excel en 1 exemplaire
- Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants :
 - Acrobat,
 - Autocad.

13.2 Retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 13.1 ci-dessus, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de **2000 (deux mille) Euros**

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 20-5 du C.C.A.G. et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, **par dérogation à l'article 20.5**, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, **cette retenue provisoire deviendra définitive** après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

14.1. Assurance de responsabilités

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 5.4.3 ci-dessus.

14.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du maître de l'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus .

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) **survenant après les travaux**.

C- Justificatif d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

14.1.2 Assurance de responsabilité civile décennale

☒ En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire, et s'il y a lieu ses-cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, soit à la demande du maître de l'ouvrage avant signature du marché, soit dans un délai de 15 jours de la notification du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. ordonnance du 08/06/2005), l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile décennale :

- ☒ est, **par dérogation à l'article 9 du CCAG travaux**, exigée
☐ n'est pas exigée.

14.2 Assurance des travaux

14.2.1 Assurance Tous Risques Chantier :

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier

14.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages ouvrage

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages - ouvrage, l'architecte et les entrepreneurs lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

14.3 Dispositions diverses

14.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse **les surprimes** qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre

des polices qu'il souscrit **seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.**

De même le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.**

14.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 14.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

14.3.3 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

14.4 Contrôle technique

Une convention de contrôle technique entre le maître d'ouvrage et le contrôleur technique – SOCOTEC à BREST

☒ est passée

☐ n'est pas passée

Mission : LP + SEI + HAND + TH + PV + Pha + Brd + Attestation d'accessibilité des handicapés + Attestation RT2012.

L'entrepreneur devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et éléments nécessaires à ce dernier pour qu'il puisse exécuter sa mission.

Si l'entrepreneur est chargé des plans d'exécution des ouvrages, il devra procéder à leur établissement et obtenir les visas du contrôleur technique et du maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution.

Le paiement des honoraires de contrôle technique sera effectué directement par le maître d'ouvrage sans aucune retenue à l'entrepreneur.

ARTICLE 15 - RESILIATION – MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 45 à 48 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 46.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 46.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG, dans le cas d'un marché à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

15.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

- En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 46.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :
 - Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
 - La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 16.1 peut s'opérer sans mise en demeure préalable.
- **En complément à l'article 46.3 du CCAG travaux**, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 18 du présent document relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles 51 à 54 du décret du 25 mars 2016, et **après mise en demeure** restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 48 à 54 du décret du 25 mars 2016 fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié **sans mise en demeure** à leur frais et risques.

15.3 Mesures coercitives

Il n'est pas fait application de l'article **48.7.3 du CCAG Travaux (par dérogation)**.

ARTICLE 16 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles 51 à 54 du décret du 25 mars 2016.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l'article 16 de l'AE valant CCAP.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés s'ils ont déjà été remis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le RDC,
 - o d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - o et d'autre part, la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

Le candidat unique ou chaque cotraitant est informé qu'il n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Le candidat doit indiquer, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces tel que fixé par le RDC,
 - o d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
 - o et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.

L'accès à ces documents est gratuit.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

ARTICLE 17 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

17.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

17.2 Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du marché par lesquels sont introduites ces dérogations
2 et 3.8	1.6
4.1	2
14.2	5.1
15.4.3	2.2
13.2.2	10.1.1
13.3, 13.3.2, 13.4.2, 13.4.4 et 42	10.1.2
19.2.3	5.2
20.4	5.4
20.1	5.4.1
20.5	13.2
27.3 et 31.9	7.2.1
28.2.2	8.1
28.1	8.1
28.5	8.4.5
42.2	12.1
40	13.1
20.5	13.2
9	14.1.2
46.4	15.1
48.1	15.2

48.7.3	15.3
49.1	5.4.4

Fait en un seul original

A..... le.....

Mention manuscrite

"lu et approuvé"

Signature(s) du (ou des) entrepreneur(s) ou du mandataire dûment habilité par un pouvoir (ci-joint) des cotraitants

Liste des pièces en annexe :

- Annexe n°1 – Cahier des clauses particulières applicables aux marchés du conseil départemental du Finistère – Volet Social.
- Annexe n°2 – Calendrier prévisionnel d'exécution

ANNEXE 1 - CAHIER DES CLAUSES
PARTICULIERES APPLICABLES AUX MARCHES DU
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU FINISTERE



VOLET SOCIAL

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES APPLICABLES AUX MARCHES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU FINISTERE

(C.C.P. 29)

PREAMBULE

Depuis plusieurs années, le Conseil général est engagé dans une démarche de développement durable. Le 6 juillet 2006, l'Assemblée départementale a adopté, à l'unanimité des votants, un document-cadre pour la mise en œuvre ou la poursuite des actions visant à promouvoir ce développement durable dans le Finistère. Les politiques et les interventions du Conseil général sont déclinées en actions à mener dans ce document de programme AGENDA 21.

Certaines d'entre elles concernent les marchés publics dans lesquels il est intégré

- Un Volet social
- Un Volet environnemental
- Un Volet Qualité

Concernant le volet social, le Conseil général du Finistère développe des actions afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics, notamment dans les filières qui se heurtent à des difficultés de recrutement ou de renouvellement des effectifs.

La commande publique est un levier considérable à la disposition des collectivités locales pour mettre en œuvre des actions en faveur de l'emploi et de l'insertion.

Les règles relatives à la passation et l'exécution des marchés publics issues de l'ordonnance du 23 juillet 2015 définissent les objectifs sociaux comme une composante des marchés publics. Déjà présente dans le précédent code, cette dimension sociale permet notamment la prise en compte d'objectifs d'insertion professionnelle dans les conditions d'exécution du marché et dans le cadre des critères d'attribution.

L'ordonnance et son décret d'application viennent ainsi conforter le dispositif mis en place depuis de nombreuses années par le conseil départemental du Finistère. En vertu de la délibération en date du 2 juin 2005 le conseil départemental a introduit une clause d'insertion professionnelle dans les marchés publics le permettant.

Ce dispositif a pour objet de réserver à des personnes éloignées de l'emploi une part minimale des heures nécessaires à la réalisation des prestations concernées.

L'introduction de clauses d'insertion dans les marchés publics a un double objectif :

- Permettre à des personnes éprouvant des difficultés d'accéder au marché du travail en leur proposant une offre d'emploi
- Assurer la consolidation de ces emplois par un partenariat étroit avec les entreprises et les branches professionnelles concernées.

I - PRESENTATION DE L'ACTION D'INSERTION

A) Objet de l'action d'insertion

L'action d'insertion professionnelle dite « clause insertion professionnelle » consiste à réserver dans le marché un nombre minimal d'heures de travail à des personnes éloignées du milieu de l'emploi.

L'ordonnance marché public du 23 juillet 2015 prévoit différentes modalités visant à favoriser l'insertion dans les marchés publics.

- L'insertion de publics éloignés de l'emploi est une condition d'exécution du marché (**article 38 de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015**) : une partie de la réalisation de la prestation est réservée à du personnel relevant des politiques d'insertion. La détermination du nombre minimal d'heures d'insertion est effectuée par le maître d'ouvrage en s'appuyant notamment sur les indices BT et TP. Pour des facilités de mise en œuvre et d'efficience des situations de mises en emploi pour les bénéficiaires, il ne peut être inférieur à 35 h. Il est égal à 35 h lorsque le volume d'heures d'insertion estimé est compris entre 35 h et 70 h, égal à 70 h lorsqu'il est compris entre 70 et 105 h et ainsi de suite. Si son offre est retenue, le titulaire devra s'engager à mettre en œuvre les dispositions annoncées selon les modalités qui seront définies lors de la mise au point du marché et notamment le nombre d'heures à exécuter et à justifier.
- Le marché peut aussi laisser la possibilité aux candidats de valoriser leur offre en proposant une variante insertion professionnelle et ainsi bénéficier d'une bonification de leur offre (**article 52 de de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 et articles 58/62 et 63 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016**). Si son offre est retenue, la proposition devient une condition d'exécution et le titulaire devra s'engager à mettre en œuvre les dispositions annoncées selon les modalités qui seront définies lors de la mise au point du marché et notamment le nombre d'heures à exécuter et à justifier.

B) Le public concerné

Les clauses d'insertion professionnelle ne sont pas un dispositif d'accès à l'emploi de droit commun. Elles concernent des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

sont ainsi concernés :

- les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), ou en reconversion
- les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois.
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés

La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures d'insertion :

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif de la clause d'insertion, pour une durée de 24 mois maximum. Au-delà de 24 mois, les heures réalisées par cette personne ne pourront plus être comptabilisées au titre de la clause d'insertion.

II – LES MODALITES D'APPLICATION

A) Mesures à la disposition des entreprises pour mettre en œuvre la clause d'insertion

Les entreprises ont le choix entre 4 possibilités :

1. le recrutement direct en CDI, CDD, Contrat d'apprentissage (sous condition de reconversion) ou de professionnalisation (embauche directe ou par l'intermédiaire d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification - G.E.I.Q.)
2. la sous-traitance ou la co-traitance avec une entreprise d'insertion,
3. le recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.) ou une association de mise à disposition de personnel (Association Intermédiaire),
4. le recours à une solution mixte regroupant plusieurs solutions précédentes.

B) Mutualisation d'heures d'insertion

L'entreprise attributaire de plusieurs marchés avec clause d'insertion, lancés par différents pouvoirs adjudicateurs, peut mutualiser ses heures sur le périmètre du Département. Cette mutualisation permet de favoriser l'emploi durable et la qualité de l'insertion.

C) Clause d'insertion et sous-traitance

Le titulaire du marché, s'il présente un sous-traitant, reste responsable de la mise en œuvre des heures d'insertion. Si le sous-traitant s'engage à réaliser tout ou partie des heures d'insertion, il se rapprochera du dispositif départemental d'accompagnement des entreprises.

D) Rôle attendu de l'entreprise titulaire du marché :

- accueil et accompagnement des bénéficiaires de l'action d'insertion,
- formation au dispositif de sécurité lié à l'activité,
- transmission des savoir faire liés aux tâches confiées,
- suivi régulier des bénéficiaires.

Pendant la durée du marché, l'entreprise s'engage à faciliter les contacts entre les partenaires et à permettre l'évaluation de l'action d'insertion par le maître d'ouvrage.

Avant l'échéance du marché, elle s'engage également à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, en collaboration avec l'organisme chargé du suivi de l'action d'insertion professionnelle.

III – LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

Afin d'assister toute entreprise désireuse de se porter candidate à une consultation comprenant une « clause d'insertion professionnelle », un dispositif d'information et d'assistance a été mis en place par le Conseil général du Finistère.

Ce dispositif s'appuie sur un/e chargé/e de mission « clause d'insertion » auquel l'entreprise retenue pourra faire appel afin :

- d'être accompagné dans le choix du dispositif d'insertion,

- de se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité,
- d'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

Le/la chargé/e de mission assurera le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle en lien avec le /la référent/e désigné/e par le titulaire. Sa mission consiste à assurer un suivi individualisé lors de l'exécution du marché et à tenir informé le conseil général

Mandatés par le Conseil général pour mettre en œuvre la clause d'insertion et en assurer le suivi et le contrôle, ces professionnels sont basés à la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de Brest et à Morlaix Communauté (Mission insertion) pour le Nord Finistère et au Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de Quimper Communauté pour le Sud et le centre Finistère.

Pour tous renseignements complémentaires

Services	Référent	Téléphone	Courriel
Association ACTIFE Quimper Cornouaille	M. Jean- Jacques CARRÉ	02 98 64 80 22	Pole.clause@actife.org
MEFP du Pays de BREST	Mme Christelle AMBERLIN	02 98 42.78.78	c.amberlin@pliemefp.bzh
Morlaix Communauté	Mme Françoise MANCHEC	02.98.15.31.31	francoise.manchec@agglo.morlaix.fr

IV – DISPOSITIONS RELATIVES A LA REMISE DES PLIS

1 – Action d'insertion obligatoire (article 38 de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015) : l'insertion de publics éloignés de l'emploi est une condition d'exécution du marché

a- A l'appui de son offre, chaque candidat joindra « **l'Annexe à l'acte d'engagement** » intitulée « **Action d'insertion professionnelle obligatoire** », portant mention du nombre d'heures d'insertion déterminé par le Maître d'Ouvrage et à réaliser pendant la durée du marché. Le candidat peut proposer un nombre d'heures supérieur à celui indiqué.

Le nombre d'heures proposé par le candidat retenu devient contractuel pour l'exécution du marché. Pour définir les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion, le titulaire du marché devra se rapprocher des chargés de mission en charge de l'insertion.

2 – Variante insertion (article 52 de de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 et articles 58/62 et 63 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016): les candidats peuvent proposer une variante insertion professionnelle et bénéficient d'une bonification de leur offre

Cette variante est à la fois un critère de sélection des offres et une condition d'exécution du marché.

Si le candidat souhaite présenter une variante insertion, il renseignera obligatoirement « **l'Annexe à l'acte d'engagement** » intitulée « **Variante Action d'insertion professionnelle** » en indiquant le nombre d'heures d'insertion sur lequel il souhaite s'engager pendant la durée du marché.

Lors du jugement des offres et pour la détermination de la note affectée au prix, l'effort d'insertion sera pris en compte tout d'abord en multipliant le nombre d'heures proposé par un coût forfaitaire de 30 € HT, puis en défalquant le résultat obtenu du montant de l'offre hors TVA.

Les autres critères seront ensuite examinés pour déterminer la note globale.

Le nombre d'heures proposé par le candidat retenu devient contractuel pour l'exécution du marché. Pour définir les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion, le titulaire du marché devra se rapprocher des chargés de mission en charge de l'insertion.

V – CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA CLAUSE D'INSERTION PROFESSIONNELLE - PENALITES

Le Conseil général s'assure par tout moyen à sa convenance de la conformité de l'exécution de la clause d'insertion professionnelle. Il s'appuie sur les dispositifs d'accompagnement des entreprises

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, le chargé de mission « Clause insertion professionnelle » veillera au respect des engagements pris par l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire avec les chargé(e)s de mission « clause d'insertion ».

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise doit, sous huitaine, informer le maître d'ouvrage, par recommandé avec accusé de réception, des difficultés éventuelles rencontrées pour respecter son engagement et le service d'accompagnement chargé du suivi doit alors étudier avec l'entreprise les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs assignés.

En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, et pour un manquement imputable à l'entreprise, le titulaire du marché pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant au nombre d'heures d'insertion prévu par le marché et non réalisé multiplié par un montant de 50 € HT. Le titulaire du marché sera exonéré de pénalités relatives aux heures d'insertion non effectuées si le montant de ces dernières ne dépasse pas 150 € H.T.

Précisions sur les dispositifs hors recrutement direct

1) Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (G.E.I.Q.)

Le G.E.I.Q. est un groupement d'employeurs dont la mission centrale est l'organisation de parcours d'insertion et de qualification avec comme perspective l'emploi durable.

Le GEIQ est créé, piloté et géré par les employeurs qui le composent.

Pour atteindre ses objectifs, le GEIQ embauche des demandeurs d'emploi sur des contrats de travail dont le type et le déroulement peuvent prendre des formes diversifiées selon le profil des personnes recrutées et la nature des postes de travail (contrat de professionnalisation...).

Dans un GEIQ, les apprentissages théoriques en centre de formation alternent avec des situations de travail en entreprise. Le tutorat et la liaison tuteurs-formateurs sont organisés par le GEIQ.

2) L'Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.)

L'ETTI a pour mission de faciliter l'insertion de personnes en les rendant aptes à effectuer des missions de travail temporaire dans le même cadre juridique que l'intérim classique.

L'ETTI utilise les offres d'emploi du secteur du travail temporaire pour donner à des personnes exclusivement agréées par l'ANPE l'occasion d'une mise en emploi, d'une expérience professionnelle ou d'une qualification.

L'ETTI intervient pour faciliter l'insertion de personnes aptes à effectuer des missions d'intérim ordinaires en leur proposant un soutien adapté. L'ETTI assure l'accompagnement et le suivi des personnes embauchées en dehors du temps de travail. L'ETTI demeure la seule responsable de la réinsertion sociale et professionnelle. L'ETTI est conventionnée par le Préfet.

3) L'Association Intermédiaire (AI)

L'Association Intermédiaire a pour mission de mettre à disposition d'utilisateurs (particuliers, collectivités publiques, entreprises, associations etc..), dans le cadre de CDD, à titre onéreux mais à but non lucratif, des personnes sans emploi.

Le fonctionnement de l'Association Intermédiaire est subordonné à un agrément renouvelé chaque année par le Préfet. Outre la mise au travail, l'Association Intermédiaire a aussi pour rôle d'assurer l'accompagnement des personnes qu'elle salarié. La mise à disposition du salarié auprès d'une entreprise fait l'objet d'une réglementation spécifique (agrément, durée limitée).

4) L'Entreprise d'Insertion (E.I.)

L'Entreprise d'Insertion est une unité de production. Elle a pour objectif, à travers un contrat de travail à durée déterminée et une pédagogie appropriée, de faire accéder ses salariés à un emploi classique ou à une formation.

L'Entreprise d'Insertion doit assurer parallèlement un soutien à ses salariés dans leur parcours d'insertion. Cette fonction d'accompagnement est financée par la Collectivité.

L'Entreprise d'Insertion produit des biens et services. Son activité est exercée avec les mêmes règles que toute entreprise.

La mise en place d'une Entreprise d'Insertion nécessite la signature d'une convention avec l'Etat. Les recettes de l'Entreprise d'Insertion sont liées à la production et à la commercialisation de biens et/ou prestations de services.

L'emploi des personnes en insertion fait l'objet d'un contrat de travail à durée déterminée de deux ans maximum. La rémunération est fixée en référence à ce contrat et conformément au droit commun.

ANNEXE 2 – CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION (Document disponible dans les pièces techniques)



Atelier du pichéry

Yves Le Coz Architecte DEPL

25 Rue du Pichéry 29000 QUIMPER

Tel : 02 98 95 80 56 Fax : 02 98 95 11 32

mail : y.lecoz@atelierdupichery.bzh

Ploudaniel MAISON MEDICALE

PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX

AVEC PREPARATION DE CHANTIER & CONGES 14 MOIS

LOTS	M0	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	Signatures
1 GROS OEUVRE															
2 CHARPENTE MOB															
3 COUVERTURE															
4 MEN EXT ALU															
5 MEN INT BOIS															
6 CLOISONNEMENT															
7 REVETEMENTS SOLS & MURS															
8 PEINTURES INTERIEURES															
9 FAUX PLAFONDS															
10 ELECTRICITE															
11 PLO. CHAUF. VENTILATION															
12 VRD (sans objet)															

periode de préparation

etanchéité à l'air test intermédiaire

conges

etanchéité à l'air test final